

**Union européenne - Boeuf sans  
hormones: le Conseil autorise  
l'ouverture de négociations avec les  
Etats-Unis - Communiqué de presse  
du Conseil de l'Union européenne**  
(Luxembourg, 19 octobre 2018)

Le 19 octobre, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations en vue d'un accord avec les Etats-Unis concernant l'importation de viande bovine de haute qualité provenant d'animaux non traités avec certaines hormones de croissance.

Le Conseil a également adopté un mandat de négociation en vue de réexaminer le fonctionnement de l'actuel quota d'importation de viande bovine sans hormones dans l'UE. Les importations de viande bovine sans hormones ne font pas partie des discussions élargies entamées à la suite de la réunion du 25 juillet entre les présidents Juncker et Trump en vue d'améliorer les relations commerciales entre l'UE et les Etats-Unis. Une solution mutuellement profitable au différend qui nous oppose de longue date aux Etats-Unis au sujet de la viande bovine constituerait néanmoins un pas important vers l'amélioration de nos relations commerciales.

Les négociations visent à régler définitivement un différend pendant depuis longtemps devant l'OMC. Elles n'ont pas vocation à affecter de quelque façon que ce soit l'interdiction de la viande bovine traitée aux hormones dans l'UE proprement dite. Cette interdiction demeure. L'UE et les Etats-Unis sont parvenus à une solution provisoire en 2009, révisée ensuite en 2014, qui a octroyé un contingent tarifaire (CT) pour l'importation de 45.000 tonnes de viande bovine sans hormones. Conformément aux règles de l'OMC, les exportateurs d'autres pays membres de l'OMC peuvent également utiliser ce CT. C'est l'ancien gouvernement américain qui a demandé, en 2016, le réexamen des modalités en vigueur et les deux parties ont depuis lors exploré les solutions possibles.

Les négociations ont pour but de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante conformément aux règles de l'OMC. La Commission n'est pas autorisée à négocier une augmentation du CT existant, mais peut discuter d'une répartition par pays du contingent global. Des négociations avec d'autres pays fournisseurs pourraient s'avérer nécessaires pour veiller à ce que toute répartition par pays décidée avec les Etats-Unis respecte les droits dont ces pays jouissent dans le cadre des accords OMC/GATT./.